

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Edition du 27 mars 2025

LE CHIFFRE A RETENIR

+38,6 %

Hausse de la dépense annuelle moyenne des ménages chypriotes entre 2016 et 2023

[Brèves régionales](#) : Le service de ferry passager Chypre-Grèce reprend pour la saison 2025 // Le réseau privé roumain de services médicaux MedLife s'étend sur le marché moldave.

[Bulgarie](#) : Adoption de la Loi de Finances 2025 par l'Assemblée nationale // Inflation annuelle (IPC) de 4 % en février 2025 // Réexamen des investissements prévus dans le Plan de relance et de résilience // Entretien du Premier ministre avec Hyundai Engineering and Construction // Mise en œuvre des installations d'ENR dans les bâtiments publics.

[Chypre](#) : DBRS a relevé la note de crédit à long terme de la République de Chypre, passant de BBB (high) à A (low), avec une perspective positive // Hausse de 38,6 % des dépenses annuelles moyennes des ménages // Légère baisse du risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2024 // Hermes Airports a sécurisé le financement des projets de développement de la phase 2 des aéroports de Larnaca et Paphos, pour un montant total de 170 M€ // Le gouvernement chypriote a annoncé un plan d'urgence de 8 M€ pour réduire les pertes d'eau dans les réseaux de distribution.

[Grèce](#) : À compter du 1^{er} avril, le salaire minimum augmente de 6 % // En 2022, le total des prestations nettes de protection sociale a augmenté de 1,8 % // Hausse annuelle de 4,0 % de l'indice général des prix des matériaux de construction pour les bâtiments résidentiels neufs // Le prix de l'électricité au cours des 20 premiers jours de mars était inférieur de 30 % à celui de février // Hausse annuelle significative du nombre de navires commerciaux immobilisés dans les ports grecs.

[Moldavie](#) : L'indice des prix à la production industrielle (IPPI) a augmenté de +3,4 % en février 2025, en g.a // Wizz Air lancera six nouvelles liaisons au départ de Chişinău vers l'Europe.

[Roumanie](#) : La Commission européenne approuve la 3^{ème} demande de paiement du PNRR mais active la procédure de « suspension de paiement » // Le trafic maritime roumain a totalisé 59,5 Mt en 2024, en baisse de -14,1 % en g.a // En février 2025, le taux d'inflation annuel moyen était de 5,5 %, après 4,9 % en janvier // La production industrielle a diminué de -2,5 % en janvier 2025, en g.a // Le ministère de l'Énergie envisage de relancer la construction de dix centrales hydroélectriques inachevées // Le gouvernement prévoit une aide de 580 M€ sur six ans pour les producteurs industriels les plus énergivores // L'UE va débloquer 615 M€ pour l'exploitation de 3 gisements de matières premières critiques en Roumanie, dans le cadre du Critical Raw Materials Act // OMV Petrom investit 750 M€ dans une usine de biocarburants et d'hydrogène vert // OMV Petrom et Romgaz ont débuté les travaux de forage des gisements de gaz offshore Neptun Deep // Karl Mayer se retire du marché roumain // Yami Fruits investira 8 M€ dans une halle de tri et d'emballage à Şoimuş, via le programme Transition Juste.

Brèves régionales

[Le service de ferry passager Chypre-Grèce reprend pour la saison 2025.](#) Le navire Daleela partira de Limassol le samedi 31 mai. [Cette ligne](#), en activité depuis quatre ans, effectuera 22 allers-retours entre Chypre et le Pirée. Le contrat de la ligne a été prolongé jusqu'en 2027, et le ferry assurera ses traversées du 31 mai au 2 septembre.

[Le réseau privé roumain de services médicaux MedLife s'étend sur le marché moldave.](#) MedLife, le principal réseau de services médicaux privés de Roumanie, est devenu actionnaire majoritaire du groupe All Clinic en Moldavie. (Source : [Hotnews.ro](#))

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

[Adoption de la Loi de Finances 2025 par l'Assemblée nationale.](#) Le 21 mars dernier, l'Assemblée nationale a adopté en seconde lecture la Loi de Finances 2025. Le PIB devrait croître de 2,8 % en 2025, soutenu par la consommation et la formation brute de capital fixe. L'inflation (indice des prix à la consommation harmonisée en moyenne annuelle) s'établirait à 2,4 % et le taux de chômage à 4,1 %. Le déficit budgétaire (*accrual basis*) est prévu à 2,9 % du PIB, l'objectif du pays étant d'adhérer à la zone euro le 1^{er} janvier 2026. Les recettes en 2025 représenteraient 41,9 % du PIB et les dépenses 44,9 % du PIB. Le [montant](#) de la nouvelle dette que l'État peut contracter cette année s'élève à 18,9 Mds BGN, ce qui ferait augmenter la dette publique à 61,7 Mds BGN, soit 26,6 % du PIB. Est également prévue une hausse du revenu maximum assujéti à des cotisations sociales de 3750 BGN à 4130 BGN à compter du 1^{er} avril 2025. Le salaire minimum a augmenté de 933 BGN à 1077 BGN à partir du 1^{er} janvier 2025. Concernant les dépenses, est prévue une hausse des salaires des fonctionnaires de 5 % en 2025. Une augmentation des salaires de 50 % est prévue au ministère des Affaires Intérieures et une hausse des rémunérations des enseignants pour qu'elles représentent 125 % du salaire moyen.

[Inflation annuelle \(IPC\) de 4 % en février 2025.](#) Selon les [données](#) de l'Institut national statistique (INS), l'inflation (Indice des prix à la consommation, IPC) annuelle en février 2025 est de 4 % en g.a., après 3,8 % en janvier 2025 et 2,2 % en décembre 2024. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 4,5 % en g.a., ceux de la rubrique « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » de 5,6 % en g.a. et ceux dans « L'Hôtellerie et la restauration » de 9,5 % en g.a. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) en moyenne annuelle (pour la période mars 2024 – février 2025 par rapport à la période mars 2023 – février 2024) s'est établi à 2,6 % en février, identique à ceux en janvier 2025 et en décembre 2024.

Actualités sectorielles

[Réexamen des investissements prévus dans le plan de relance et de résilience.](#) Suite à une analyse de la mise en œuvre du [PNRR](#) et compte tenu de la date limite d'éligibilité des dépenses (le 31 août 2026), la Bulgarie proposera à la Commission européenne de supprimer 8 investissements du plan bulgare pour un montant total de 1,02 Md BGN (513 M€). La proposition sera faite dans le cadre du prochain amendement du PNRR en avril. D'après la ministre des Finances, le retrait de ces projets qui n'ont pas démarré (dont ceux de la production d'hydrogène vert et de l'utilisation des sources géothermiques pour la production de chaleur et d'électricité ; les équipements embarqués pour le système ERTMS de gestion des trains, la numérisation des données des registres publics etc.) réduit le risque d'assumer une charge budgétaire supplémentaire en 2026. La Bulgarie proposera à la Commission de financer certains projets au titre des programmes opérationnels 2021-2027.

[Entretien du Premier ministre avec Hyundai Engineering and Construction.](#) Le Premier ministre Rossen Jeliaskov, accompagné par le ministre de l'Énergie et le directeur exécutif de la KNPP New Builds, a eu un entretien [le 24 mars](#) avec une délégation de Hyundai Engineering and Construction. D'après le Premier ministre, la partie bulgare ferait tout ce qui est nécessaire pour accélérer le processus de mise en œuvre du projet de construction des unités 7 et 8 de la centrale nucléaire de

Kozloduy sans que cela se fasse au détriment de la qualité. M. Jeliaskov a insisté sur la sécurité des travaux de construction et le fait que le projet devait être conforme à toutes les règles et normes nationales et européennes.

[Mise en œuvre des installations d'ENR dans les bâtiments publics.](#) La Banque bulgare de développement, l'Opérateur du système électrique ESO, l'Association des organisations patronales et l'Association nationale des municipalités [ont signé](#) un protocole de coopération relatif à la mise en œuvre accélérée de l'installation des équipements d'énergie renouvelable dans les bâtiments publics, l'objectif étant d'assurer l'indépendance énergétique de ces bâtiments (dont ceux des écoles, des hôpitaux, des municipalités, des entreprises) en réduisant leurs coûts d'électricité.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

[DBRS a relevé la note de crédit à long terme de la République de Chypre, passant de BBB \(high\) à A \(low\), avec une perspective positive. Cette amélioration,](#) annoncée le 21 mars 2025, est imputable à la réduction importante du ratio de la dette publique, passé de 96,5 % du PIB en décembre 2021 à 69,7 % en septembre 2024, grâce à des excédents budgétaires et à une forte croissance du PIB nominal. La Commission européenne prévoit une poursuite de la baisse de la dette, estimée à 56,7 % du PIB en 2026. L'économie chypriote devrait rester dynamique, soutenue par la consommation privée, les exportations de services et l'investissement dans la construction. Toutefois, des risques subsistent, notamment un déficit courant important dans l'économie hors SPE. Le secteur bancaire a renforcé ses réserves de capital, bien que des vulnérabilités liées aux prêts non performants demeurent. Chypre bénéficie d'une stabilité politique et d'une solide gestion budgétaire: ses réformes structurelles devraient soutenir la croissance économique future.

[Hausse de 38,6 % des dépenses annuelles moyennes des ménages.](#) Selon [Cystat](#), la dépense annuelle moyenne par ménage s'est élevée à 43 263 € en 2023, contre 31 206 € en 2015/2016, soit une hausse de 38,6 %. L'augmentation a été plus marquée en zone urbaine (39,7 %) qu'en zone rurale (36,2 %). Toutes les catégories de biens et services ont connu une augmentation des dépenses, sauf la santé, qui a chuté de 26,4 %, en raison de la mise en place du Système général de santé (GHS). À l'inverse, la catégorie « Assurances et services financiers » a enregistré la plus forte hausse (+126,5 %), notamment en raison des contributions des ménages au GHS. Les dépenses pour les restaurants et l'hébergement (+71,5 %) et le logement (+49,2 %) ont également fortement progressé. En 2023, les logements représentent la plus grande part des dépenses des ménages (27,5 %), suivis de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (14,5 %) et des transports (11,6 %).

[Légère baisse du risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2024.](#) En 2024, 17,1 % de la population, soit 164 000 personnes, étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (AROPE), un indicateur clé du suivi des objectifs de l'UE pour 2030. Ce taux est en légère amélioration par rapport à 2023 (17,4 %). Les femmes restent plus touchées que les hommes, avec un taux de 18,5 % contre 15,6 %. Le taux de pauvreté (revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté) est passé de 14,9 % en 2023 à 14,6 % en 2024 ([Cystat](#)).

Actualités sectorielles

[Sécurisation des financements de la phase 2 du développement des aéroports de Larnaca et Paphos.](#) Le consortium gestionnaire Hermes Airports, dont les actionnaires incluent Bouygues (22 %) et Egis (20 %), a obtenu 170 M€ de financements bancaires pour la phase 2 du développement de ces deux aéroports (95 M€ pour Larnaca et 75 M€ pour Paphos). La phase 2 prévoit, à Larnaca, la construction d'un nouvel *annex* avec des portes de départ et d'arrivée, l'agrandissement des zones commerciales et de contrôle de sécurité, ainsi que l'extension de la capacité de stationnement des avions. À Paphos, la capacité du terminal sera augmentée de 30 %, et un taxiway parallèle sera élargi. Les travaux à Larnaca devraient être terminés en 30 mois, et ceux à Paphos en 27 mois. Une fois terminés, la capacité de Larnaca atteindra 12,4 M de passagers par an et celle de Paphos 5 M ([Cyprus Mail](#)).

[Le gouvernement chypriote a annoncé un plan d'urgence de 8 M€ pour réduire les pertes d'eau dans les réseaux de distribution](#), actuellement estimées entre 35% et 40% en raison de l'infrastructure vieillissante. [Ce financement](#) sera alloué sur une période d'un an. Un supplément de 1 M€ par an est prévu pour soutenir les zones éloignées de 2025 à 2027. Parallèlement, un programme de subventions de 3 M€ sur deux ans a été lancé pour financer des unités de dessalement privées dans les hôtels, afin de garantir un approvisionnement en eau pour le secteur touristique durant les périodes de forte demande. Un cadre simplifié de licences sera également mis en place pour faciliter la construction de petites unités de dessalement, particulièrement pour les secteurs de l'agriculture et du tourisme.

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

[À compter du 1^{er} avril, le salaire minimum augmente de 6 %](#), pour s'élever à 880 € en mensuel (14 mensualités) et 39,30 € en journalier. Le bénéfice annuel net pour les travailleurs sans enfant ou avec un enfant s'élève à 473 € et à 606 € pour les travailleurs avec 2 enfants ou plus. L'augmentation touche directement 575 000 salariés du secteur privé. Un total de 1,6 M de bénéficiaires est également concerné, en raison des allocations liées au salaire minimum (maternité, chômage, mariage, etc.), tandis que le salaire moyen sera aussi indirectement rehaussé. Ainsi, la Grèce se classe désormais au 11^e rang parmi les 22 pays de l'UE qui appliquent un salaire minimum. Pour rappel, le Premier ministre grec s'est engagé en faveur d'un salaire minimum de 950 € et d'un salaire moyen de 1 500 € d'ici 2027. Par ailleurs, également à partir du 1^{er} avril, une hausse horizontale de 30 € de tous les salaires du secteur public sera appliquée : son coût budgétaire est estimé à 215 M€ pour 2025. (Sources : [Ministère du Travail](#))

[En 2022, le total des prestations nettes de protection sociale a augmenté de 1,8 %, contre 1,2 % en 2021](#). Les dépenses nettes qui ont connu une hausse en 2022 sont les suivantes : enfants de la famille (+7,3 %), maladie (+5 %), logement (+4,4 %), vieillesse (+0,8 %), veuvage (+0,7 %), tandis que celles d'invalidité, de chômage et d'exclusion sociale ont enregistré une baisse de 0,6 %, 4,1 % et 4,6 %, respectivement. Le pourcentage des prestations sociales soumises à l'impôts (et/ou cotisations) est de 66,8 %. Enfin, 71 % des prestations accordées sans critères de revenu sont soumises à des impôts et/ou cotisations, contre 6,3% de celles dont l'octroi est déterminé en fonction de critères de revenus. (Source : [ELSTAT](#))

[En février, hausse en g.a. de 4 % de l'indice général des prix des matériaux de construction pour les bâtiments résidentiels neufs](#), contre une augmentation de 5,9 % survenue en comparant les indices correspondants de l'année 2024 avec 2023. Les principales augmentations ont été enregistrées dans les catégories des tuyaux en plastique (+9 %), les radiateurs (+8,8 %) et les conducteurs en cuivre (+8,5 %), tandis que la seule baisse a été enregistrée pour le diesel (-5,2 %). (Source : [ELSTAT](#))

Actualités sectorielles

[Le prix de l'électricité au cours des 20 premiers jours de mars était inférieur de 30 % à celui de février](#). Le prix moyen sur la bourse de l'énergie en mars est jusqu'à présent inférieur à 110 €/MWh, après avoir dépassé 150 €/MWh en février. La baisse des prix est principalement due à l'augmentation de la génération issue de sources renouvelables, combinée à une baisse de la demande. Il s'agit essentiellement d'un phénomène saisonnier caractéristique du printemps et de l'automne, alors que coïncident un fort ensoleillement et des vents forts à une période où les températures ne nécessitent pas l'utilisation du chauffage ou de l'air conditionné. Lorsque la production dépasse la demande, des fluctuations de tension et de fréquence affectant la stabilité du réseau peuvent avoir lieu, comme cela avait été le cas au printemps 2024.

[Hausse annuelle significative du nombre de navires commerciaux immobilisés dans les ports grecs](#). En décembre 2024, le nombre de navires commerciaux (>100 tjb) immobilisés dans les ports grecs s'élevait à 54, dont 28 sous pavillon grec (6 cargos, 3 pétroliers, 13 navires passagers et 6 autres) et 26 sous pavillon étranger. Leur nombre a augmenté de 45,9 % et leur capacité totale de 55,7 % par

rapport à décembre 2023. Ceux avec pavillon grec sont passés de 18 à 28 (+55,6 %), pour une hausse annuelle de capacité de 529,8 %. (Source : [ELSTAT](#))

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

[L'indice des prix à la production industrielle \(IPPI\) a augmenté de +3,4 % en février, en g.a.](#) En raison de l'augmentation des tarifs de l'électricité début 2025, l'IPPI s'est accru de +12,3 % dans l'industrie extractive, de +9,8 % dans le secteur énergétique et de +1,9 % dans l'industrie manufacturière. (Source : [Bureau national de statistique](#))

Actualités sectorielles

[Wizz Air lancera six nouvelles liaisons au départ de Chişinău vers l'Europe.](#) À partir de l'automne 2025, les passagers pourront voyager directement de Chişinău vers Bari et Milan-Bergamo (Italie), Karlsruhe/Baden-Baden (Allemagne), Athènes (Grèce), Maastricht (Pays-Bas) et Billund (Danemark). (Source : [Moldpres](#))

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

[La Commission européenne approuve la 3^{ème} demande de paiement du PNRR mais active la procédure de « suspension de paiement ».](#) A ce jour, 68 des 74 jalons ont été validés par la CE, permettant un versement partiel de 2 Mds€. Toutefois, une partie du financement est suspendu durant six mois afin de laisser le temps aux autorités roumaines de compléter les 6 jalons restants. (Source : [Commission européenne](#))

[Le trafic maritime roumain a totalisé 59,5 Mt en 2024, en baisse de -14,1 % en g.a.](#) Les principaux partenaires étaient la Turquie (10,2 Mt) et l'Égypte (4,7 Mt), devant les européens - Espagne (3,1 Mt) et Grèce (2,7 Mt). En baisse de -11,9 % en g.a., le transport fluvial a totalisé 28,4 Mt, dont 5,7 Mt de trafic avec l'Ukraine, premier partenaire de la Roumanie. (Source : [Bursa](#))

[En février 2025, le taux d'inflation annuel moyen était de 5,5 %, après 4,9 % en janvier.](#) En particulier, les prix alimentaires ont augmenté de +4,5 % en g.a, les prix non-alimentaires de +4,8 % et les services de +6,4 %. (Sources : [Institut national des statistiques](#))

[La production industrielle a diminué de -2,5 % en janvier 2025, en g.a.](#) Plus spécifiquement, la production dans l'industrie manufacturière a diminué de -2,4 %, dans l'industrie extractive de -8,3 %, tandis que la production et fourniture d'électricité, de chaleur et de gaz a enregistré une hausse de +0,8 %. (Source : [Institut national des statistiques](#))

Actualités sectorielles

[Le ministère de l'Énergie envisage de relancer la construction de dix centrales hydroélectriques inachevées.](#) Ces centrales, dans lesquels 2,9 Mds€ ont déjà été investis, représenteraient une capacité totale de 700 MW et pourraient être mises en service entre 2026 et 2033. (Source : [Economica](#))

[Le gouvernement prévoit une aide de 580 M€ sur six ans pour les producteurs industriels les plus énergivores.](#) L'objectif est de préserver la compétitivité des entreprises industrielles, confrontées à des coûts élevés de l'énergie. (Source : [Economedia](#))

[L'UE va débloquer 615 M€ pour l'exploitation de 3 gisements de matières premières critiques en Roumanie, dans le cadre du Critical Raw Materials Act.](#) Il s'agit des projets Rovina (cuivre), porté par le canadien Euro Sun Mining ; Baia de Fier (graphite de qualité batterie), développé par l'entreprise

publique roumaine Salrom ; et Verde Magnesium (magnésium métal), soutenu par le fonds américain Amerocap. (Source : [Commission européenne](#))

[OMV Petrom investit 750 M€ dans une usine de biocarburants et d'hydrogène vert.](#) Le projet permettra la production de carburants durables pour l'aviation et de diesel, estimée à 250 000 t/an, ainsi que d'hydrogène vert (Source : [Profit](#))

[OMV Petrom et Romgaz ont débuté les travaux de forage des gisements de gaz offshore Neptun Deep.](#) Les opérations s'appuient sur la technologie CAN-ductor de Neodrill, à faible impact environnemental. La mise en production est prévue pour 2027. (Source : [OMV Petrom](#))

[Karl Mayer se retire du marché roumain.](#) Le leader mondial allemand des machines textiles renonce à son investissement de 500 M€ en Roumanie et met fin à ses activités dans le pays. Le projet prévoyait l'ouverture de deux sites à Baia Mare et la construction d'une usine à Groși, devant générer plus de 700 emplois. (Source : [Economedica](#))

[Yami Fruits investira 8 M€ dans une halle de tri et d'emballage à Șoimuş, via le programme Transition Juste.](#) Principal producteur de fraises et de myrtilles en Roumanie, l'entreprise exporte 80 % de sa production vers l'Allemagne. (Source : [Ziarul Financiar](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtrésor.gouv.fr